

Problématique de l'économie informelle et développement en Algérie : cas de la Wilaya de Tizi-Ouzou

Dr. Nabila SMAILI

NabilaSmaili@yahoo.fr

Dr. Mohamed KOLLI

issamkolli@yahoo.fr

Université Mouloud MAMMERI de Tizi-Ouzou

l'Université M'hamed BOUGARA de Boumerdès

الملخص

يتطور الاقتصاد الجزائري في بيئة يتعايش فيها الاقتصاد الرسمي وغير الرسمي. يمكن رؤيتها كل يوم في حياتنا اليومية. الاعتراف من وجودها هو حديث جدا، لأن إهمال خلال الفترة من الاقتصاد المخطط، حيث كان التركيز أساسا على الاقتصاد التوزيع المتوازي. وقد شعرت أهمية هذه الظاهرة بالانتقال إلى اقتصاد السوق ؛ تحت تأثير تباطؤ نمو وتطور القطاع الخاص الرسمي، دعامة للسياسات التثبيت والإصلاحات الهيكلية التي لم تعط النتائج المرجوة. من ناحية أخرى ، انخفضت الإيرادات الضريبية ، وانخفضت الإنتاجية بدرجة كبيرة وانتشر الفساد على نطاق واسع. يتأثر القطاع الزراعي بشدة بارتفاع أسعار المدخلات، وإلغاء الإعانات الحكومية، وتدهور البنية التحتية وانخفاض أسعار السلع. وتهدف الدراسة لفهم كيف يمكن لهذا الاقتصاد، وتحديد الآثار الإيجابية والسلبية على المستوى الاقتصادي والاجتماعي، في حين استجوابه المنطق وآلياته لدمجها في عملية التنمية. النتائج المتحصل عليها من خلال تحليل بيانات من مسح الأسرة لدينا أجريت في عام 2017 على عينة من 343 أسرة أو حوالي 843 الأصول في ولاية تيزي وزو (الجزائر) تبين أن في هذه المنطقة حيث تقريبا نصف العاملين غير الرسميين (46.16٪) وحيث معدل البطالة حوالي 14٪ ، يعتبر الاقتصاد غير الرسمي شرا ضروريا. الكلمات المفتاحية: الاقتصاد غير الرسمي، تيزي وزو، القطاع غير الرسمي، العمالة غير الرسمية، المشاريع الصغيرة.

Résumé:

L'économie algérienne se développe dans un environnement où cohabitent l'économie formelle et informelle. Elle est visible tous les jours dans notre vie quotidienne. La reconnaissance de son existence est très récente, car négligé durant la période de l'économie administrée où l'accent était mis, essentiellement, sur l'économie parallèle de distribution. L'importance du phénomène s'est faite ressentir à la faveur de la transition vers l'économie de marché; sous l'effet du ralentissement de la croissance et le développement du secteur privé formel, un des piliers des politiques de stabilisation et de reformes structurelles qui n'a pas donné des résultats attendus. Par ailleurs, les recettes fiscales ont diminué, la productivité a baissé significativement et la corruption s'est généralisée. Le secteur agricole est fortement touché suite à la hausse des prix des intrants, la suppression des subventions publiques, la détérioration des infrastructures et la chute des cours des matières premières.

Notre étude vise la compréhension de fonctionnement de cette économie, à cerner ses effets positifs et négatifs sur le plan économique et social, tout en s'interrogeant sur ses raisons d'être et les mécanismes de son intégration au processus de développement.

Les résultats obtenus par l'analyse des données de notre enquête ménage réalisée durant l'année 2017 auprès d'un échantillon de 343 ménages soit près de 843 actifs dans la wilaya de Tizi-Ouzou (Algérie), montre que dans cette région où presque la moitié des occupés sont informels (46.16 %) et où le taux de chômage avoisine les 14 %, l'économie informelle est considérée comme un mal nécessaire.

Mots clés: *Economie informelle, Tizi-Ouzou, secteur informel, emploi informel, micro-entreprise.*

Abstract

The Algerian economy is developing in an environment where the formal and informal economy coexist. It is visible every day in our daily life. The recognition of its existence is very recent, neglected during the period of the administered economy where the emphasis was put, essentially, on the parallel economy of distribution. The importance of the phenomenon was felt in favor of the transition to a market economy; as a result of slower growth and the development of the formal private sector, one of the pillars of stabilization and structural reform policies that has not yielded expected results. On the other hand, tax revenues have fallen, productivity has fallen significantly and corruption has become widespread. The agricultural sector is strongly affected by rising input prices, the removal of government subsidies, the deterioration of infrastructure and falling commodity prices.

This research aims to understand the functioning of this economy, to identify its positive and negative effects on the economic and social level, while questioning its reasons for being and the mechanisms of its integration into the development process.

The results obtained by analyzing the data of our household survey carried out during the year 2017 with a sample of 343 households, that is to say nearly 843 active in the wilaya of Tizi-Ouzou (Algeria), shows that in this region where almost half of the employed are informal (46.16%) and where the unemployment rate is around 14%, the informal economy is considered a necessary evil.

Keywords: *Informal economy, Tizi-Ouzou, informal sector, informal employment, micro-entreprise.*

Introduction

L'économie algérienne se développe dans un environnement où cohabitent l'économie formelle et informelle. Elle est visible tous les jours dans notre vie quotidienne. La reconnaissance de son existence est très récente, car négligé durant la période de l'économie administrée où l'accent était mis, essentiellement, sur l'économie parallèle de distribution. L'importance du phénomène s'est faite ressentir à la faveur de la transition vers l'économie de marché; sous l'effet du ralentissement de la croissance et le développement du secteur privé formel, un des piliers des politiques de stabilisation et de réformes structurelles (suite à l'application des programmes d'ajustement structurel recommandé par les institutions de Bretton Woods au début des années 80 pour surmonter la crise) qui n'a pas donné des résultats attendus. Par ailleurs, les recettes fiscales ont diminué, la productivité a baissé significativement et la corruption s'est généralisée. Le secteur agricole est fortement touché suite à la hausse des prix des intrants, la suppression des subventions publiques, la détérioration des infrastructures et la chute des cours des matières premières.

L'économie informelle s'est avérée alors l'un des rares secteurs à connaître un développement important et à fournir des mécanismes pour atténuer les effets néfastes de la crise (améliorer le capital social et atténuer l'impact de la pauvreté). La contribution de l'économie informelle à la formation du PIB, l'importance des actifs s'occupant dans celle-ci et le montant des taxes qui échappent à l'administration fiscale au niveau des activités informelles en général, renseignent davantage de l'ampleur qu'elle prend en Algérie.

Depuis les années 70, de nombreux travaux ont été consacrés aux activités dites "informelles". Cela est sans aucun doute attribuable à l'importance du secteur informel dans l'économie des pays en développement comme dans celle des pays développés.

Ainsi, bien que la majorité des gouvernements aient tenté de leur donner une orientation et une structure, les activités informelles, loin de disparaître, se sont multipliées sur de nouvelles bases et, dans certains cas, sont devenues un élément essentiel dans le fonctionnement économique et dans la régulation sociale sans même avoir recours au management classique.

Dans cette perspective, l'informalité était caractérisée comme une manifestation de sociétés traditionnelles qui n'avaient pas encore accédé à la modernité.

À partir des années 1990, sous les pressions de la concurrence à l'échelle planétaire, d'une recherche sans cesse accrue de productivité, de profit à court terme, l'informalité a changé de statut: elle est devenue hypermoderne dans le sens où le recours à l'informalité est désormais la condition d'une productivité et d'une compétitivité accrues pour les entreprises et pour le commerce. L'informalité peut dès lors être analysée comme un phénomène situé au cœur et non pas à la périphérie des réalités étudiées, non pas comme une manifestation de sous-développement, un défaut de régulation ou de planification, mais bien comme une condition essentielle de la performance et de la productivité à l'échelle mondiale.¹

Notre réflexion a démarré à partir d'un simple constat portant sur ces observations, pour aboutir aux interrogations suivantes: **Comment fonctionne cette économie qualifiée de non officielle? quels sont ses effets positifs et négatifs sur le plan économique et social? Quels sont les facteurs qui incitent à une informalisation croissante des emplois et des activités? Dans quelle mesure est-il possible d'envisager son intégration au processus de développement?**

A cet effet, nous nous appuyons sur une étude exploratoire conduite au sein de **343 ménages soit près de 843 actifs** dans la Wilaya de Tizi-Ouzou (Algérie) durant la période de septembre à novembre 2017.²

➤ Les objectifs poursuivis

Au travers de cette mission, précisée plus haut, des objectifs spécifiques ont été définis:

- comprendre les spécificités locales de cette économie dite informelle (organisations économiques, sociales, géopolitiques, culturelles, sectorielles),
- d'identifier les différentes stratégies de survie dans ces unités informelles dépourvues d'outil de gestion et de management) et les mécanismes à l'œuvre

➤ Méthodologie

Pour mener à bien notre étude, nous adoptons une démarche méthodologique basée sur une approche micro-économique dans la collecte, la présentation, l'analyse des données et l'interprétation des résultats.

Afin de répondre à la question fondamentale évoquée précédemment, un cadre théorique a été choisi et une étude pratique a été menée. C'est ce que nous allons découvrir dans les points subséquents de cette contribution

1. Cadre théorique

Face à l'essoufflement des organes de l'Etat-Providence devant la tâche croissante à satisfaire les besoins de la population en matière d'emploi s'opérait une régulation en dehors de l'Etat, de ses réglementations et des sources officielles de financement. Des activités artisanales qui faisaient preuve de dynamismes et d'adaptation avaient attiré l'attention et suscité l'intérêt des chercheurs et des organisations internationales, particulièrement de la Banque Mondiale et du BIT. C'est ainsi que sont apparus dans la littérature économique du développement les termes de "secteur et emploi informels".

La définition du secteur informel est énoncée par la Conférence Internationale des Statisticiens du Travail (BIT, 1993). Cette définition est élargie par le BIT (2003) à l'emploi informel, tandis que la production du secteur informel s'inscrit comme l'une des composantes de l'Economie Non Observée conjointement définie par le BIT, l'OCDE et le FMI.

1.1. Définition du secteur et de l'emploi informels

Le BIT (1972) a défini le secteur informel partir de sept critères³ bien connus, parmi lesquels la facilité d'entrée était au premier rang avec des marchés de concurrence non réglementés, la propriété familiale des entreprises, la petite échelle des opérations, l'utilisation de ressources locales, des technologies rudimentaires à forte intensité de travail, des formations acquises en dehors du système scolaire.

1.1.1. Adoption d'une définition internationale du secteur informel (1993)

Le secteur informel représente l'ensemble des unités économiques non agricoles⁴ qui appartiennent, en tant qu'entreprises individuelles, au secteur institutionnel des ménages, qui ne tiennent pas une comptabilité complète et dont la personnalité juridique est confondue avec celle des ménages dont elles dépendent et qui ne sont pas enregistrées. Il comprend ainsi les entreprises familiales n'employant aucun salarié permanent mais pouvant employer des travailleurs issus de la famille et/ ou des salariés occasionnels et les micro-entreprises employant un nombre de salariés permanents inférieur à un certain seuil (5 ou 10 salariés).

1.1.2. Concept de l'emploi informel (BIT 2002)

Le BIT a révisé une nouvelle fois la définition du secteur informel dans sa 17^{ème} Conférence Internationale des Statisticiens du Travail, mais cette fois-ci il a introduit un concept plus large celui de l'emploi informel qui englobe le secteur informel ainsi que l'ensemble des salariés informels dans les entreprises formelles, les travailleurs familiaux non rémunérés dans les entreprises formelles, les travailleurs domestiques rémunérés et les travailleurs indépendants produisant des biens destinés aux ménages. (Bellache, 2010)⁵. L'emploi informel englobe les types d'emplois ci-après :

- Les travailleurs à leur compte qui possèdent leurs propres entreprises du secteur informel ;
- Les employeurs qui possèdent leurs propres entreprises du secteur informel ;
- Les travailleurs familiaux non rémunérés, qu'ils travaillent dans des entreprises du secteur formel ou du secteur informel ;
- Les membres de coopératives de producteurs informelles ;
- Les salariés qui occupent un emploi informel, qu'ils soient employés par des entreprises du secteur formel, par des entreprises du secteur informel ou par des ménages comme travailleurs domestiques rémunérés ;
- Les personnes qui travaillent d'une manière indépendante à la production de biens destinés à l'usage final exclusif de leur ménage.

1.2 L'apport des écoles de pensée économiques

Les différents travaux sur l'économie informelle peuvent être rattachés à trois grands courants de pensée économique:

Dans la lignée des travaux sur le dualisme (Lewis, 1954⁶; Harris & Todaro, 1970⁷), la voix dominante tenait pour acquis que les travailleurs pauvres étaient forcés d'exercer dans le secteur informel, du fait de l'insuffisante capacité d'absorption du secteur formel au regard de l'offre de travail existante. L'emploi informel constitue un emploi en dernier ressort pour échapper au chômage. L'économie informelle a été considérée comme un phénomène transitoire, appelé à se transformer en secteur organisé avec le développement économique.

Les tenants de l'école structuraliste (Moser, 1978⁸; Portes & al, 1989⁹): le travail dans la sphère informelle est une caractéristique structurelle et constitutive du système capitaliste; la stratégie de minimisation des coûts et la concurrence mondialisée conduisent les entreprises formelles à externaliser et à sous-traiter une part croissante de leur production au secteur informel, dont la main-d'œuvre est surexploitée et exclue du système de protection sociale

Cependant à partir de la fin des années 1980, **un nouveau courant qualifié de "légaliste"** suppose que l'économie informelle est le lieu du développement de la concurrence pure et parfaite qui est empêchée de se déployer dans le secteur moderne vu les multiples entraves créées par l'État: protectionnisme, mesures légales, bureaucratie excessives, rigidité... suggère que nombre d'informels "choisissent" d'échapper aux régulations publiques, jugées trop contraignantes et inefficaces (De Soto, 1994)¹⁰. De ce fait l'informalité est synonyme d'extra légalité. En ce sens, l'origine de l'économie informelle est la pression fiscale et bureaucratique de l'État.

2. Résultats de l'enquête ménage

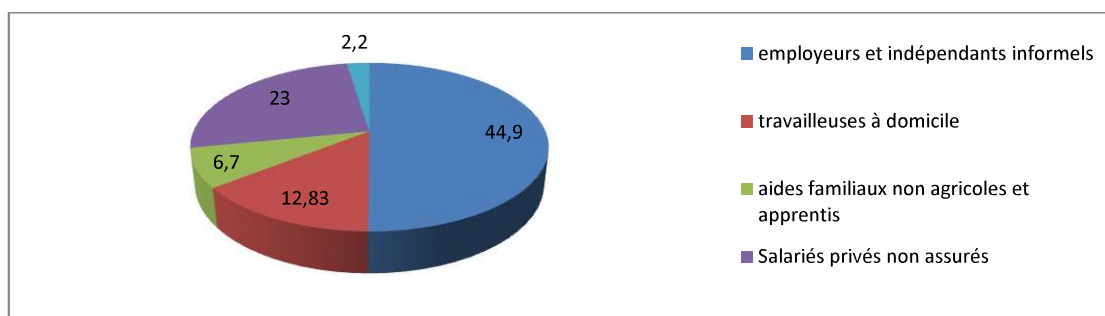
Toutes les études se ressemblent y a que l'aspect statistique qui peut différer d'une étude à une autre. L'enquête ménage a été recommandée comme meilleurs moyen pour appréhender le secteur et l'emploi informels hors agriculture. Celle-ci permet de collecter facilement auprès des ménages et de leurs membres qui sont en âge de travailler des informations sur le secteur et l'emploi informels. Elle permet en outre, d'appréhender le travail à domicile et la pluriactivité, deux segments importants du secteur informel que ne permettent pas de couvrir les autres types d'enquêtes.

Sachant que l'enquête a couvert 64 des 67 Communes que compte la Wilaya Tizi-Ouzou. Pour les besoins de notre recherche nous avons retenu le non enregistrement à triple dimension des occupés: social (sans affiliation aux organismes de la sécurité sociale: C.N.A.S et C.A.S.N.O.S), fiscal (sans paiement des impôts) et administratif (sans détention de registre de commerce) parmi les multiples critères qui coexistent, pour définir le secteur et l'emploi informels.

Notre échantillon se répartit comme suit:

Type d'actif	Nombre
Nombre d'occupés formels	400
Nombre de chômeurs	100
Nombre d'occupés informels	343
Total	843

Figure N1: Les statuts de l'emploi informel non agricole à Tizi-Ouzou 2017

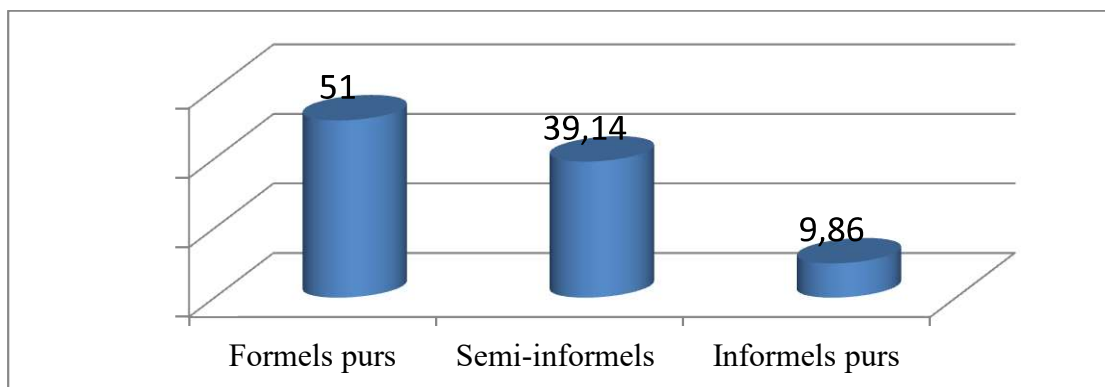


Source: composé par nos soins

2.1. Les caractéristiques sociodémographiques des occupés informels

Selon les statuts dans l'emploi, les employeurs et les indépendants qui détiennent les salariés non assurés sont les statuts les plus intenses en informel.

Figure N2: Les catégories non agricoles à Tizi-Ouzou 2017



Source: composé par nos soins

Concernant les catégories d'informel nous constatons l'existence d'un continuum d'activité, nous retrouvons donc à une extrémité les actifs qui sont totalement formels, qui respectent toute la réglementation fiscale sociale et administrative (51 %), à l'autre extrémité, en revanche, les activités sont informelles pures, c'est-à-dire qui ne respectent aucune réglementation 9.86 %, entre les deux extrémités, il existe des activités semi – informelles avec des degrés d'informalité différents (39.14%).

2.2. Les causes du recours à l'économie informelle

L'ampleur de l'économie informelle (46 %) nous conduit à nous interroger sur les causes à l'origine de son développement dans la Wilaya de Tizi-Ouzou. Nous tentons de cerner et d'analyser les principales causes de sa prolifération pour ensuite proposer quelques mesures de politiques économiques à son intégration au processus de développement.

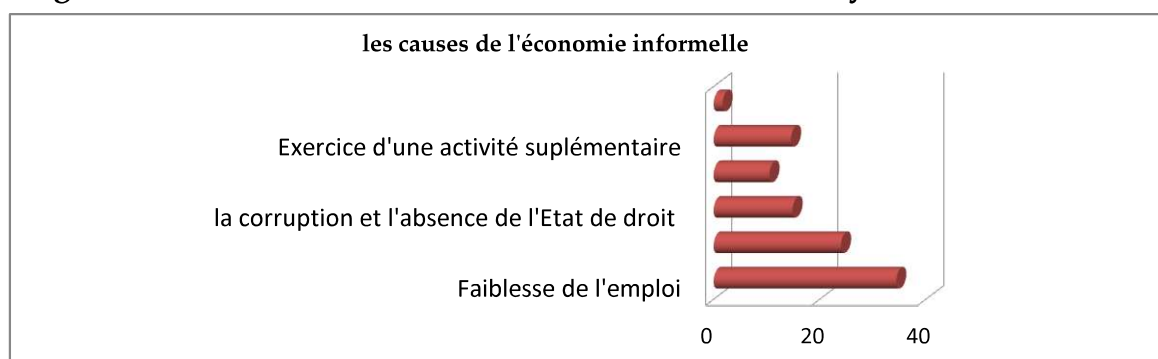
Les causes sont diverses, elles se chevauchent et se complètent en même temps, elles se rapprochent d'un type de culture à un autre et d'une politique économique d'un pays à un autre. Très souvent, nous nous intéressons aux variables économiques standards (rémunérations, charges horaires, etc.). Nous entendons souvent dire qu'il existe d'autres facteurs, notamment les questions de flexibilité et d'autonomie; nous allons faire la lumière sur ces causes en se basant sur les résultats de notre enquête.

Quelques 34,4 % des actifs interrogés sont poussés sur la voie de l'informalité à cause du chômage massif car les possibilités d'emploi dans le secteur formel se font rares ou parce qu'ils sont exclus de ce secteur pour d'autres raisons qui peuvent être:

- Les tendances démographiques combinées aux politiques publiques d'austérité ont produit des distorsions sur le marché du travail (croissance rapide du marché du travail), lesquelles ont contraint les jeunes travailleurs à se tourner vers des emplois informels ou encouragé à l'auto-emploi grâce même aux dispositifs d'emploi de jeunes.
- La lenteur de la création d'emplois (l'offre réduite) ou les licenciements dans le secteur formel pendant les périodes de ralentissement économique, de crise, de réformes ou de transition.
- Dans certains cas, les actifs concernés n'ont pas les ressources nécessaires pour obtenir un poste dans le secteur formel- à titre d'exemple, les compétences requises par les employeurs ou les fonds nécessaires pour exploiter une entreprise à son compte; ce qui constitue un problème épineux lorsque les barrières à l'entrée dans l'économie formelle sont très élevées. C'est pour cela que le statut d'indépendant dans le secteur informel sera la seule et unique solution pour la majorité (le pourcentage le plus élevé 28.27 %) pour gagner sa vie.

L'emploi informel dans ce cas est une solution involontaire au chômage.

Figure N3: les causes l'économie informelle dans la Wilaya de Tizi-Ouzou



Source: composé par nos soins

24% des enquêtés ont désigné le niveau d'imposition élevé et le poids d'une réglementation excessive comme une cause importante du recours à l'informalité.

La tendance des opérateurs à s'engager dans des activités informelles augmente aussi avec la faiblesse de l'État de droit, de la confiance dans le gouvernement ou du contrôle et de l'exécution de la législation, ou encore lorsque celle-ci est appliquée par des fonctionnaires corrompus exigeant des pots-de-vin pour obtenir des privilèges.

14.86 % sont engagés dans la sphère informelle car en Algérie l'Etat de droit est pratiquement absent, ne règne que de manière sélective et le système judiciaire est incapable de faire respecter les contrats et les droits de propriété ajoutant à cela le niveau de corruption qui sont très élevés et qui est considéré comme une contrainte majeure à l'exercice d'une activité professionnelle.

Dans certains cas le manque de dissuasion et la mise en œuvre d'une approche gouvernementale lâche pour lutter contre l'économie informelle dans son ensemble conduit généralement à des taux plus élevés de l'informel. De la même manière donc, la mauvaise application des législations et la corruption représentent autant d'incitations à œuvrer dans l'informel: à titre d'exemple: les chômeurs ou les personnes handicapées peuvent manifester.

Une préférence d'exercice dans l'informel par peur de perdre les aides auxquelles ils ont droit, de ce fait l'informalité est considérée donc comme seul moyen de maintenir l'activité.

Lorsque le cadre institutionnel n'est pas propice à la création des entreprises ou de trouver un emploi de manière formelle, les opérateurs préfèrent opérer dans l'économie informelle et éviter le fardeau de la réglementation.

Pour certains travailleurs la facilité d'entrée dans la sphère informelle est un avantage; il représente 10.5 % des interrogés ; les activités informelles telles que le petit commerce, le service domestique et la petite production marchande sont des activités à libre entrée car il y a peu de barrières à l'entrée.

L'exercice d'une activité supplémentaire (ou le cumul d'activité) et la perte d'un emploi représentent respectivement 14.57 % et 01.67 %.

En effet, la baisse du niveau des salaires poussent les fonctionnaires à chercher un revenu d'appoint pour arrondir les fins de mois, ils prennent alors un second emploi au noir car la fonction publique n'autorise pas l'exercice d'une seconde activité salariale et ce évidemment au détriment de l'emploi formel et légal car un cumul d'emploi provoque un surmenage puisqu'il les oblige à avoir un rendement meilleur.

Nous pouvons déduire d'ores et déjà que c'est effectivement les deux approches dualistes et dans une large mesure institutionnelle qui dominent, la grande majorité des travailleurs occupe un emploi ou une activité informelle en l'absence d'autres alternatives, par contrainte. Il n'en demeure pas moins que l'emploi informel est hétérogène et que d'autres formes existent selon le statut dans l'emploi.

Par ailleurs, nous constatons dans le cas algérien que le manque de dissuasion et la mise en œuvre d'une approche gouvernementale lâche pour lutter contre l'économie informelle dans son ensemble a conduit généralement à des taux plus élevés d'informalité. De la même manière, la mauvaise application des législations et la corruption représentent autant d'incitations à œuvrer dans l'informel; ceci peut s'illustrer à travers:

- **La non – application de la loi de finances complémentaires de 2010:** qui stipule l'utilisation du chèque pour le paiement de toute transaction dépassant 500.000 DA, qui devait entrer en vigueur le 31 mars 2011. Le ministre du commerce de l'époque avait déclaré: « nous n'avons pas abandonné cette mesure. Nous avons juste décidé de différer son application pour mieux préparer le terrain»¹¹.

- **La non – facturation des fournitures et services:** cela induit un manque à gagner pour l'administration fiscale qui ne prend en otage que les fonctionnaires dont la retenue est opérée à la base. 156 milliards de dinars (1,7 millions d'euros) de transactions sans facturation entre 2000 et 2011. Le défaut de facturation aurait « atteint 9,7 millions d'euros c'est-à-dire 1000 milliards de DA)» selon le même ministre.¹²

- **La non – application de la réglementation de changes:** par la création de bureaux officiels de change tel que prévu par la loi, et l'élimination du marché parallèle de la devise.

Il y a lieu juste de signaler par contre dans ce domaine qu'en date du 10 octobre 2017 les autorités algériennes ont lancé des prêts en devises et la rémunération des comptes en devise qui est une jolie manœuvre pour récupérer les 10 milliards d'euros du marché parallèle.

Toutes ces mesures ne demandent aucune préparation de terrain juste de la bonne volonté des responsables du Commerce et des Finances.

C'est tout un mode de vie de production, de distribution de consommation et d'épargne qui est concerné par l'économie informelle, la qualification et l'intégration de ce phénomène dépendent du statut que lui dédie les institutions de l'Etat, lequel dispose des instruments statistiques et décide de la politique économique qui détermine en définitive, les critères objectifs de classification de l'activité exercée.

2.3. Les effets positifs et négatifs de l'économie informelle

L'économie informelle possède des spécificités constituant des atouts au développement économique. Même s'elle ne peut pas être considérée comme un modèle alternatif aux grandes organisations et la constitution d'un système économique industriel, l'exercice dans la sphère informelle fournit des biens et services adaptés aux besoins des populations, notamment aux ménages à faibles revenus

L'économie informelle est le lieu de manifestation de la concurrence pure et parfaite empêchée de se dérouler dans l'économie formelle par les entraves de l'Etat .Elle possède une plus grande flexibilité de création d'emploi puisque cette dernière n'est pas entravée par des barrières réglementaires; et peut être perçue comme une alternative utile pour

éviter une mise à l'écart pouvant être dramatique aussi bien sur le plan social et matériel que psychique. Génère des revenus en plus de la valorisation des ressources humaines exclues des instituts de formation officiels. Cela lui confère un rôle appréciable de lutte contre la pauvreté, d'intégration et d'amortissement des crises et des chocs sociaux

Pour toutes ces potentialités qu'elle recèle, cette économie peut être considérée comme un vecteur de croissance qui peut avoir une issue positive sur le développement économique et appelle à sa formalisation. L'appui à l'économie informelle est imaginé comme stratégie de réduction de la pauvreté. Bien plus, l'économie informelle séduit les opérateurs économiques, ONG et pouvoirs publics. Elle a tellement pris de l'importance que les institutions financières internationales (Banque mondiale, Fonds monétaire international...) et les agences des Nations Unies (PNUD, UNICEF...) ont décidé de l'encourager et d'insérer ces activités dans les stratégies de développement (Paquette, 1997)¹³, mais avant cela faudrait s'interroger sur la qualité de ces activités informelles et leur efficacité. Car il ne suffit pas de créer davantage d'emplois, encore faut-il que ceux-ci soient de meilleure qualité, c'est-à-dire qu'ils s'accompagnent d'un salaire adéquat et d'un niveau de protection sociale suffisant.

L'économie informelle a plusieurs avantages et potentialités, cependant elle a aussi des conséquences négatives, et des effets pervers du fait qu'elle est formée d'unités de production de biens et services principalement de subsistance opérant dans la majorité des cas à petite échelle qui échappent, par la force des choses, au fisc et aux autres réglementations de l'Etat. Elle contribue à la fraude fiscale et à la dissimulation des revenus qui dépendent elles même du contexte institutionnel en vigueur qui mène au manque de recettes budgétaires pour l'Etat et compromet de ce fait sa capacité à financer les dépenses publiques socialement utiles (sécurité, éducation...), elle freine donc le développement socio-économique du pays.

Second effet pervers du secteur informel, cette fois auprès du secteur moderne: Les entrepreneurs du premier secteur exercent une concurrence déloyale à l'égard de ceux du second - en développant des coûts moindres puisqu'ils échappent aux charges fiscales et sociales – tout en maintenant une productivité plus faible ;ce faisant, et ceci constitue un handicap supplémentaire pour les entreprises modernes: celles-ci deviennent moins attractives, notamment pour les investisseurs, ce qui a pour effet de freiner l'investissement au sein du secteur régulier;

De ce fait, l'informel est un obstacle à l'établissement de relations juridiques stables, condition indispensable à la vie des affaires.

Par ailleurs, l'économie informelle est une solution juste temporaire pour les travailleurs en quête d'emplois et les personnes dont les options sont limitées, mais elle ne constitue pas une source durable de croissance. A cause de son faible niveau de productivité et des coûts de transaction élevés, l'économie dite informelle semble être un facteur de blocage de croissance économique dans le long terme.

Enfin, sur le plan social, cette faiblesse de la productivité et ce frein à la croissance constituent un des éléments constitutifs d'une « trappe à pauvreté », freinant le développement à moyen et long terme même si, à court terme, il permet à beaucoup de survivre: faible valeur ajoutée du secteur informel, entraînant une rentabilité insuffisante pour investir, d'où peu de création d'emplois, de faibles rémunérations, un non-respect des conditions de travail décent et des risques importants en termes de santé publique (Travailleurs et consommateurs). En outre, le secteur informel, qui est doté d'une très faible capacité d'autofinancement, se développe par un processus de croissance extensive, en réduisant les recettes de ceux qui sont déjà installés. De ce fait un véritable cercle vicieux s'installe, qui empêche et contredit toute amorce de démarrage d'un véritable processus de développement

2.4. L'intégration de l'économie informelle au processus de développement

Traiter l'informalité veut dire lui trouver des solutions adéquates selon les cas: éradiquer les causes et réduire ses conséquences dévastatrices. Il s'agit en outre d'éliminer les distorsions qui bloquent la croissance, la productivité et l'innovation dans le secteur privé, ainsi que de réduire la dualité sur le marché du travail qui permette à tous les demandeurs d'emploi d'y accéder d'une manière formelle, à des opportunités, à un salaire décent et à une protection de leurs revenus, ce qui rendrait les performances du marché du travail plus équitables et inclusives. Il ne s'agit pas, de réprimer ce pan si nécessaire néanmoins, il faudrait essayer de réduire sa taille par des mesures incitatives à la formalisation, car dans le cas contraire la société finit par la considérer comme normale, cela pourrait avoir une incidence sur le système économique en entier. En outre, l'écart croissant entre les secteurs formel et informel sur le plan des salaires et des conditions de travail ne fait qu'aggraver les inégalités sociales. Si notre pays tient à vivre une transition paisible, caractérisée par une croissance stable, ainsi qu'une pauvreté réduite, elle ne peut pas se permettre de faire abstraction de son économie informelle.

Toutes les études ont toutefois montré qu'aucun indicateur donné n'est un facteur déterminant dans l'intégration à l'économie formelle. Mais nous pouvons formuler quelques recommandations pour lever les obstacles à la formalisation:

La première marche à franchir pour la formalisation de l'emploi et du secteur informels vers le respect des normes et de la réglementation semble être l'identification des populations évoluant dans l'économie informelle car c'est un préalable nécessaire à toute prise en compte de ces individus. Il faut les connaître pour pouvoir les aider, les encadrer et les inciter pour la formalisation.

Les grandes entreprises qui pourraient sans problème se formaliser mais qui choisissent de ne pas le faire, devraient être sanctionnées, alors que les entreprises de taille très réduite, devraient plutôt bénéficier d'assistance pour améliorer leur productivité.

En outre son organisation constitue la clé de voûte de son évolution. En effet, une fois regroupées dans des associations professionnelles, des coopératives, des petites sociétés, enregistrées et intégrées dans leurs chambres professionnelles respectives, les activités cessent d'être éphémères et deviennent pérennes et accessibles à l'action. Une fois leur organisation est faite leur financement deviendra facile par voie institutionnelle (car au vu de leurs tailles et de leur spécificité fonctionnelle, les activités informelles sont exclues des systèmes institutionnels de financement et se trouvent ainsi privées de moyens d'évolution). Or, il existe actuellement plusieurs opportunités de financement de telles activités, dont la plus accessible est le système du micro-crédit, mis en place dans le cadre de la lutte contre la pauvreté.

- Le rôle nécessaire des juridictions et réglementations:

Le scénario d'élargir la législation existante dans l'économie formelle à celle qualifiée d'informelle est loin d'être envisageable et que cette solution pourrait engendrer encore une plus grande «informalisation» des activités de l'économie informelle et de ce fait une pire dégradation des conditions de travail.

Nous pensons donc que l'introduction dans l'économie informelle de législations moins contraignantes que dans l'économie moderne qui permettrait le maintien et l'amélioration de ces activités, n'est pas souhaitable et elle est inopérante car si une législation moins contraignante sera créée, les entreprises formelles vont vouloir être soumises à cette législation. Nous risquons de ce fait, de voir les activités formelles se déplacer vers l'informel. Cependant, il faudrait simplifier les lois et rendre le climat des affaires plus accueillant déjà pour les entreprises formelles par l'introduction des évaluations de leur impact.

Nous avons vu précédemment que l'entrée dans le secteur formel implique pour une entreprise des frais divers et qu'une réglementation excessive peut les dissuader de se développer et d'intégrer le secteur formel. Il est possible de réduire de ce fait les frais d'entrée dans le secteur formel en allégeant la procédure et en améliorant l'efficacité et l'efficience des services qui interviennent dans le processus de régularisation. En plus d'offrir des incitations aux entreprises informelles pour qu'elles intègrent le secteur formel et de réduire les obstacles à leur croissance:

- Pour créer une culture favorable à l'entreprise et améliorer la qualité, la quantité et l'accès aux services: imaginer des points d'accueil des entreprises et des chartes de services.
- Pour simplifier la fiscalité à titre d'exemple: imaginer une taxe unique pour les micro-entreprises
- Pour simplifier les lourdeurs administratives des entreprises : revoir et réduire les flux de papiers à remplir.
- La mise à la disposition des micro-entrepreneurs et des artisans de locaux et terrains adaptés et à des prix préférentiels.
- Enfin l'accroissement des débouchés des micro-entreprises par la réforme du code des marchés publics et l'encouragement de la sous-traitance au profit des petites entreprises.

- La mise en place d'institutions fortes:

L'existence d'un cadre institutionnel solide et stable est primordiale et cela à tous les niveaux: international, national et local. En Algérie des lacunes existent encore aujourd'hui et l'institution parfaite semble utopique mais il apparaît tout de même nécessaire de mettre en place des institutions fortes pour répondre au défi de l'emploi décent et aussi pour faire respecter la loi.

Au niveau international, les institutions existent (OIT, BIT, OMC, ...) et tentent d'appréhender le secteur et l'emploi informels, et de formuler des recommandations, mais le rôle que joue le pouvoir local est capital. Ce dernier est en fait en contact direct avec la réalité de l'informel, même si nous remarquons qu'il n'y a pas d'universalisme possible dans son traitement et les mesures à adopter et que si nous voulons réellement aider les actifs à la transition vers l'économie formelle, c'est pourquoi il faut prendre en compte les spécificités locales dans la mise en place des mesures.

Premièrement, c'est l'Etat qui est créateur de ces lois aussi il est garant de leur respect. Il est nécessaire d'avoir un appareil institutionnel national fort et non corrompu, ce qui fait défaut en Algérie.

Car il existe une relation négative entre le niveau d'informalité, et un appareil institutionnel solide et l'efficacité de la bureaucratie d'un pays. Plus les institutions nationales sont puissantes et stables et plus leur fonctionnement est au point, moins l'économie informelle sera développée. L'Etat a un rôle important à jouer dans la transition vers la décence et que celle-ci passe souvent par une formalisation ou un encadrement de l'économie informelle

- Enfin, les politiques d'éducation:

Nous savons que le manque de formation mais aussi d'éducation et la déperdition scolaire à un âge précoce sont en général des facteurs clefs qui poussent à une informalisation croissante des emplois et des activités et de la situation souvent médiocre des travailleurs informels. Les travailleurs du secteur informel acquièrent généralement des compétences sur le tas, le problème qu'ils posent est qu'ils favorisent la transmission de compétences dépassées de génération en génération.

La valorisation du capital humain est indispensable pour accroître la productivité et le dynamisme du secteur informel ; elle suppose la généralisation de l'éducation, qui est un investissement de départ et la promouvoir semble incontournable. Comme on peut le remarquer, un individu ayant suivi un cursus éducatif, même de base, aura par la suite un accès plus aisé à l'économie formelle. Le BIT qualifie même l'éducation de « fondement de l'aptitude d'une personne à exercer un emploi décent » (BIT, 2002). Une société éduquée est une société plus libre mais aussi économiquement bien plus efficace

La formation professionnelle devrait être aussi adaptée aux besoins du marché du travail. Il importe de prévoir des mises à niveau régulières pour les formateurs afin d'éviter autant que possible la transmission de compétences dépassées. L'amélioration des compétences peut faciliter l'utilisation des technologies modernes, lesquelles permettent des gains de productivité. Toutefois, l'adoption de telles technologies suppose l'achat de nouveaux outils et équipements, ce qui nécessite des ressources financières dont les travailleurs du secteur informel sont souvent dépourvus. En conséquence, nous pouvons préconiser une formule associant la fourniture d'une formation et l'octroi d'un crédit, l'établissement prêteur organisant une formation pratique à l'intention des travailleurs du secteur informel. La banque ne fournissait du crédit qu'à condition de la nécessité de dispenser une formation aux emprunteurs pour leur permettre d'utiliser les fonds avec profit et organise des travaux d'ateliers spécialisés à l'intention des emprunteurs afin de leur transmettre les connaissances et compétences dont ils ont besoin pour les activités qui leur fourniront des revenus.

En ce qui concerne les conditions de de travail, nous notons que les employés informels qui sont salariés sont habituellement victimes d'exploitation sous diverses formes (longues journées de travail, absence de repos hebdomadaire, absence de sécurité de l'emploi ou, de manière générale, bas salaires). Afin de réduire autant que possible cette sur-exploitation, il est indispensable d'intensifier les inspections et les contrôles, mettre en place d'urgence un arsenal législatif et réglementaire destiné à protéger les travailleurs du secteur informel ; par exemple : étendre la protection sociale à quelques catégories homogènes s'activant dans l'informel (travailleuses à domicile-salariées)

Notre gouvernement et les gouvernements de nombreux pays mettent en place des programmes en faveur des acteurs de l'informel. Toutefois, ces programmes ont souvent une portée limitée et ces acteurs ignorent souvent leur existence et leur utilité, d'où l'importance de les faire connaître plus largement par l'intermédiaire des médias ou des campagnes d'information dédiées à cet effet

D'une manière générale, pour traiter les problèmes inhérents à l'emploi et au secteur informels:

- Il conviendrait d'instituer des cellules locales (des groupes de travail) qui s'en chargent de suivre le développement de ce secteur.
- Les acteurs engagés par contrainte dans des activités marginales ou de simple survie, la cellule pourrait prévoir une aide qui permet d'élever leurs revenus, d'améliorer leurs conditions de travail et de les sortir de la pauvreté. Quant à l'autre catégorie de l'informel qui est choisi, dynamique et dispose du potentiel voulu pour se développer, il s'agirait de l'aider à intégrer le secteur formel par la facilitation d'accès au financement bancaire (crédits plus substantiels pour pouvoir opérer des investissements rentables).

Conclusion

Le secteur informel est considéré comme le principal secteur permettant de réduire le chômage, un des objectifs du carré magique macroéconomique.

Par conséquent, les politiques économiques à mettre en œuvre par le gouvernement afin d'utiliser ce phénomène en sa faveur pour relancer l'économie devraient donc être: primo de mettre en œuvre des mécanismes d'identification des acteurs qui sont volontairement dans ce secteur et secundo de mettre en place des politiques de soutien et de promotion de l'emploi pour ceux qui l'emploi informel constitue un rempart contre le chômage.

En cette période de vaches maigres pour le budget de l'Etat algérien la crise économique a tari plusieurs sources de recettes et la recherche de « niches » pour des financements supplétifs sans heurter les équilibres macro-économiques du pays devient une préoccupation majeure du Gouvernement. L'exploitation du secteur informel en est une. Cela nous fait comprendre toute l'importance qu'il y a à reconnaître ce phénomène dans son espace politique, socio-économique et culturel surtout dans la Wilaya de Tizi-Ouzou. En outre l'ouverture de l'économie opérée ces dernières années semble avoir produit une réallocation des ressources du secteur informel vers des activités productives, alors qu'elles étaient affectées, du temps de l'économie administrée, vers des activités liées à la distribution (Bellache 2010). Le passage d'une économie parallèle de distribution à une économie parallèle de la production présente au moins l'avantage de favoriser des activités productives (créatrices de richesses), car contrairement à ce qui se passe dans la première; il y a création de la valeur.

Bibliographie

- 1 L'État en processus d'informalisation, Numéro75, 2016.
- 2 Smaili .N, « Problématique de l'économie informelle en Algérie: cas de la Wilaya de Tizi-Ouzou », Thèse de Doctorat, Université Mouloud MAMMERI de Tizi-Ouzou, 2018.
- 3 Jacques Charmes, « Les origines du concept de secteur informel et la récente définition de l'emploi informel », Institut de recherche pour le développement, IRD Paris, 2014.
- 4 L'exclusion des activités agricoles se justifie par la taille importante de l'agriculture dans les pays en développement.
- 5 Bellache y, « L'économie informelle en Algérie, une approche par enquête auprès des ménages: le cas de Bejaia », Thèse de Doctorat en cotutelle, Université Paris-Est Créteil et Université de Bejaia, 2010.
- 6 Lewis A.W, « Economic Development with Unlimited Supplies of Labour », Manchester School of Economic and Social Studies, n°2, May, 1954.
- 7 Harris, J.R., Todaro M.P, « Migration, Unemployment, and Development: a two sector analysis », American Economic Review, vol. 60(1), 1970.
- 8 Moser.CN, « Informal sector or petty commodity production: dualism or dependence in urban development », World development, 1978.
- 9 Portes A, Castells M, Benton L, « The informal economy: studies in advanced and less developed countries », Johns Hopkins University Press, Baltimore, 1989.
- 10 De Soto H, « L'autre sentier, la révolution informelle dans le tiers monde », La découverte, Paris, 1994.
- 11 Algérie 360 du 12 mars 2012.
- 12 La Tribune du 12 mars 2012.
- 13 Paquette .D, «L'appui au secteur informel : nouvelles stratégies de développement» .Université du Québec.1997.